

code de la spécialité : D.M.F01.S03.03

Codes des métiers correspondants à la spécialité :

H 1102, J 1103, J 1105, K 1201, K 1401, K 1402, K 1403, K 1404, L 1803, O 1201, P 1301, P 1500, P 1601, P 1602

Fiche d'identité de la spécialité: Droit des affaires

Niveau : Master

Domaine : Droit et sciences politiques

Filière : Droit

Spécialité: Droit des affaires

1- Localisation de la formation:

Faculté : Droit et de Sciences Politiques

Département : Droit

Références de l'arrêté d'habilitation du diplôme à préparer : Arrêté N°002 du 03/01/2021.

2 - Partenaires extérieurs :

Autres institutions universitaires

- Faculté de Droit et Sciences Politiques, Université Frères Mentouri Constantine, « Laboratoire des contrats et droit des affaires »

Autres institutions et partenaires socio-économiques :

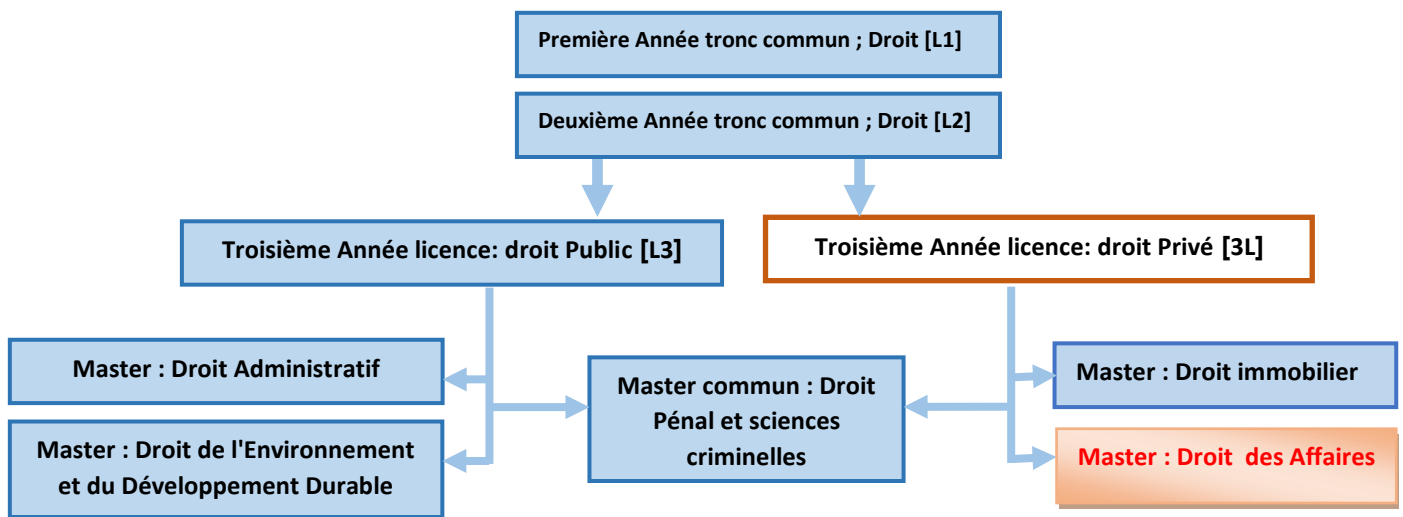
- Direction du Commerce de la Wilaya de Batna
- Direction Générale d'Algérie Télécom
- Banque Algérienne du Golfe - Agence Batna

Partenaires internationaux étrangers :

- Institut Européen des Sciences Humaines - Paris
- Université de Tanta - République arabe d'Égypte

3- l'organisation générale de la formation : position du projet

Cet Organigramme montre la localisation du Master académique "**Droit des affaires** " par rapport à la formation :



Le contenu de la formation comprend quatre semestres, trois semestres théoriques et un quatrième et dernier semestre pour préparer une mémoire pour l'obtention du diplôme

4- Contexte de la formation:

Le contenu de cette formation «Droit des affaires» est régi par trois contextes formatifs :

- Le contexte d'orientation de l'étudiant** : Il combine les facteurs qui influent sur les penchants de l'étudiant (motivation scientifique, préparation cognitive), car la formation et les connaissances que l'étudiant reçoit au niveau de la licence en droit privé ont un grand effet dans l'orientation de l'étudiant envers ses tendances professionnelles liées au Droit des affaires en raison de leur impact dans les différents domaines de l'économie nationale
- Le Contexte d'enseignement**: Il comprend les facteurs qui jouent un rôle direct dans le processus pédagogique, car il contient des matières éducatives fondamentales et horizontales appartenant à divers domaines de connaissances, ce qui donne à l'étudiant une bonne compréhension du droit des affaires, y compris les matières: sociétés monétaires, droit des banques, contrats commerciaux, droit douanier, institutions financières internationales, droit des investissements, propriété industrielle, droit fiscal, droit de la concurrence, droit de la consommation, droit pénal des affaires, publicité légale, litiges commerciaux, contrats commerciaux internationaux et autres matières qui développent la formation des étudiants dans le domaine du droit des affaires selon une méthodologie scientifique menée par l'équipe de formation
- Le contexte de transition et d'intégration au milieu du travail** : la spécialité en droit des affaires permet à l'étudiant d'avoir une grande capacité d'adaptation aux diverses circonstances dictées par le monde du travail dans un environnement caractérisé par la diversité des relations commerciales et des affaires. Elle ouvre des champs d'avenir aux étudiants qui leur permettent de rejoindre des postes et professions libres tels que cadres au Ministère du Commerce et ses organes affiliés, dans les institutions économiques, les sociétés commerciales, les banques, les impôts, les douanes, la sécurité sociale, et la justice....

5- Objectifs de formation :

La mondialisation économique a imposé à la majorité des pays du monde l'adoption d'un système d'économie libre fondé sur le principe de la liberté de travail dans le domaine commercial, appelé aussi le principe de la libre concurrence, ce dernier vise à atteindre la qualité et de préserver les droits et aussi à améliorer le niveau de vie des membres de la société pour vivre dans le bien-être et la prospérité.

C'est pourquoi, il est devenu nécessaire pour le législateur algérien de suivre le rythme de la mondialisation économique, ce qui est fait après la promulgation d'un certain nombre de lois réglementant les activités commerciales et industrielles et les adaptant aux évolutions, ainsi qu'aux changements successifs dans le domaine du commerce internationale, lié au développementscientifique et technologique, et l'émergence concomitante de nouvelles habitudes et coutumes commerciales et bancaires, en particulier après l'ouverture des portes de l'investissement étranger, qui a conduit à l'élaboration de règles commerciales internationales et à l'émergence de plus de contrats commerciaux internationaux, ainsi que la résolution de conflit résultant de cette évolution, en particulier l'arbitrage international et les avantages qu'il procure aux hommes d'affaires et aux investisseurs en termes de confidentialité, de rapidité et de justice, ce qui n'est pas atteint dans les tribunaux ordinaires.

Il est devenu nécessaire pour l'université algérienne en général, et les facultés de droit en particulier, de former des cadres connaissant les lois afin de permettre à l'Etat d'entrer et conquérir le marché international commercial et industriel.

6- Profils et compétences visés:

- Former des étudiants spécialisés dans le domaine du droit des affaires en acquérant les connaissances diverses et nécessaires liées au domaine commercial et au domaine des affaires en général, en raison de l'importance scientifique et pratique de ses matières. Conformément aux données économiques modernes et à ce qu'impose l'ouverture à l'économie libre, qui impose la formation et la spécialisation des cadres dans ce domaine.
- Compte tenu de l'urgence de ce type de cadre, surtout après l'adoption par l'Algérie du système d'économie de marché, qui la pousse à son tour vers la concurrence internationale afin de pouvoir suivre le développement qui s'opère dans le domaine ducommerce international. Il a fallu créer des espaces spécialisés pour que l'État puisse entrer et s'engager dans la concurrence au sein du marché commercial et économique mondial à travers
- Une formation académique qui offre aux étudiants ayant des capacités orientées vers la recherche scientifique et juridique dans le domaine de spécialité.
- Une formation de cadres et de compétences dans le domaine du droit des affaires qui contribuent à la bonne gestion et au bon fonctionnement des établissements et institutions publics et privés.

7- Potentialités locales régionales et nationales d'employabilité:

En accord avec les données récentes des institutions économiques, imposées par l'ouverture à l'économie libre, ainsi que l'évolution du dispositif législatif national, la faculté vise à travers cette spécialisation de former une promotion d'étudiants spécialisés dans le domaine du droit des affaires pour permettre aux institutions étatiques, notamment financières, d'engager ou de recruter ces compétences dans tous les domaines, en particulier ceux qui sont liés aux institutions bancaires, commerciales, industrielles et fiscales, et même au sein du secteur douanier, que ce soit au niveau régional ou national.

REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR
ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Arrêté n° *002* du 03 JAN. 2021

**Portant habilitation des établissements de l'enseignement supérieur à la
formation en vue de l'obtention des diplômes de Licence et de Master
au titre de l'année Universitaire 2017-2018**

Le Ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique ;

- Vu la loi n°99-05 du 18 Dhou El Hidja 1419 correspondant au 4 avril 1999, modifiée et complétée, portant loi d'orientation sur l'enseignement supérieur;
- Vu le décret présidentiel n° 20-163 du Aouel Dhou El Kaâda 1441 correspondant au 23 juin 2020, modifié et complété, portant nomination des membres du Gouvernement ;
- Vu le décret exécutif n°01-208 du 2 Joumada El Oula 1422 correspondant au 23 juillet 2001 fixant les attributions, la composition et le fonctionnement des organes régionaux et de la conférence nationale des universités ;
- Vu le décret exécutif n°03-279 du 24 Joumada Ethania 1424 correspondant au 23 Août 2003, modifié et complété, fixant les missions et les règles particulières d'organisation et de fonctionnement de l'Université ;
- Vu le décret exécutif n°05-299 du 11 Radjab 1426 correspondant au 16 Août 2005, fixant les missions et les règles particulières d'organisation et de fonctionnement du centre universitaire;
- Vu le décret exécutif n°08-265 du 17 Chaâbane 1429 correspondant au 19 août 2008 portant régime des études en vue de l'obtention du diplôme de licence, du diplôme de master et du diplôme de doctorat;
- Vu le décret exécutif n°13-77 du 18 Rabie El Aouel 1434 correspondant au 30 janvier 2013, fixant les attributions du ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique;
- Vu l'arrêté n°712 du 03 novembre 2011 fixant les modalités d'évaluation, de progression et d'orientation dans les cycles d'études en vue de l'obtention des diplômes de licence et de master;
- Vu l'arrêté n°75 du 26 mars 2012 portant création, composition, organisation et fonctionnement du Comité Pédagogique National de Domaine;
- Vu l'arrêté n°167 du 13 avril 2015 portant création, composition, attributions et fonctionnement de la commission nationale d'habilitation;
- Vu l'arrêté n°835 du 27 juillet 2017 Habilitant les établissements de l'enseignement supérieur à la formation en vue de l'obtention du diplôme de Licence et Master au titre de l'année Universitaire 2017-2018 ;
- Vu le procès-verbal de la réunion de la commission d'habilitation nationale tenue le 17 juillet 2017

ARRETE



Article 1^{er} : Sont habilités, les établissements de l'enseignement supérieur à la formation en vue de l'obtention des diplômes de Licence et de Master au titre de l'année Universitaire 2017-2018 conformément aux annexes numérotées de 01 à 60, jointes au présent arrêté.

Art. 2: Les dispositions du présent arrêté sont applicables à compter de l'année Universitaire 2017-2018.

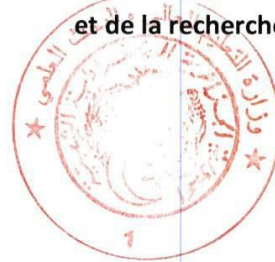
Art. 3: Sont abrogées les dispositions de l'arrêté n° 835 du 27 juillet 2017, sus-visé.

Art. 4 : Le Directeur Général des Enseignements et de la Formation Supérieurs et les chefs d'établissements d'enseignement et de formation supérieurs sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui sera publié au bulletin officiel de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique

03 JAN. 2021

Fait à Alger le :.....

**Le Ministre de l'enseignement supérieur
et de la recherche scientifique**



ملحق رقم 18 للقرار رقم 002 المؤرخ في 03 جانف 2021

المتضمن تأهيل مؤسسات التعليم العالي لضمان التكوين لنيل شهادات الليسانس و الماستر

بعنوان السنة الجامعية 2017-2018 بجامعة باتنة 1

Annexe n°18 de l'arrêté n° 002 du 03 JAN. 2021

portant habilitation les établissements de l'enseignement supérieur à la formation en vue de l'obtention du diplôme de Licence et Master au titre de l'année universitaire 2017-2018 de l'Université de Batna 1

Domaine	Filière	Spécialité	Type (A/P)	Cycle de formation	Observation	الملاحظة	طور التكوين	طبيعة (م/أ)	التخصص	الشعبة	الميدان
Sciences de la Matière	Chimie	Chimie des matériaux	A	Mas	Habilitation	تأهيل	م	أ	كيمياء المواد	كيمياء	علوم المادة
		Chimie physique	A	Mas	Habilitation	تأهيل	م	أ	الكيمياء الفيزيائية		
Droit et Sciences Politiques	Droit	Droit de l'environnement et du développement durable	A	Mas	Harmonisation	موائمة	م	أ	قانون البيئة والتنمية المستدامة	حقوق	حقوق وعلوم سياسية
		Droit pénal et sciences criminelles	A	Mas	Harmonisation	موائمة	م	أ	القانون الجنائي و العلوم الجنائية		
		Droit administratif	A	Mas	Harmonisation	موائمة	م	أ	القانون الإداري		
		Droit des affaires	A	Mas	Harmonisation	موائمة	م	أ	قانون الأعمال		
		Droit immobilier	A	Mas	Harmonisation	موائمة	م	أ	القانون العقاري		
	Sciences Politiques	Relations internationales	A	Mas	Harmonisation	موائمة	م	أ	العلاقات الدولية	علوم سياسية	
		Organisation politique et administrative	A	Mas	Harmonisation	موائمة	م	أ	تنظيم سياسي وإداري		
Sciences Humaines et Sociales	Sciences Humaines - Histoire	Histoire de l'occident musulman au moyen âge	A	Mas	Harmonisation	موائمة	م	أ	تاريخ الغرب الإسلامي في العصر الوسيط	علوم إنسانية- تاريخ	علوم إنسانية و اجتماعية
		Histoire contemporaine du monde arabe	A	Mas	Harmonisation	موائمة	م	أ	تاريخ الوطن العربي المعاصر		